

LE CHOCÓ: L'AUTRE COLOMBIE

Numéro 5 - Mars 2010

Bulletin
d'information aux
donateurs et
sympathisants du
Comité de
soutien aux
populations du
Bas Atrato.



ÉDITORIAL

Par Olivier LAGARDE

Cette année 2010 a commencé dans le Bas Atrato sous des auspices aux airs de refrain, mêlant à la fois sentiments d'espoir et d'inquiétude. Un nouveau souffle s'empare de l'organisation ASCOBA de par le renouvellement de ses membres et l'élection d'une nouvelle direction, avec les attentes légitimes qu'engendre tout nouveau départ. Dans le même temps, le souvenir des heures sombres du déplacement et de la violence ressurgit dans l'esprit des habitants pour lesquels des événements récents rappellent cruellement la triste réalité des faits. C'est cette dualité qui m'incite à fournir dans ce numéro une analyse plus poussée de la situation qu'est celle dans laquelle se trouvent les organisations communautaires aujourd'hui encore.

Nul ne semble pourtant pouvoir interrompre le travail fourni par les leaders ou les habitants de la région pour s'en sortir, avec l'aide de différents organismes. Déstabilisées certainement, inquiètes peut être, toujours est-il qu'il faut retenir de ces organisations tout ce qu'elles font pour sortir de ce conflit par le courage et non les armes. Ainsi, il est bon de présenter largement ici le travail impulsé et fourni par la Pastorale sociale du Diocèse d'Apartado dans le domaine de la santé avec l'aide d'une coopérante française.

C'est toute la complexité d'un territoire qu'il s'agirait d'expliquer, mais il semble d'abord important d'en saisir les aspects les plus notables, tout en les mettant en corrélation avec le travail communautaire qui poursuit son bout de chemin. Autrement dit, montrer qu'en temps de conflit la paix aussi peut avoir son mot à dire.

BONNE LECTURE.



Photo: Guillaume Ortiou-Campion

LA NOUVELLE ÉQUIPE D'ASCOBA DÉBUTE SON MANDAT DANS UN CONTEXTE TENDU

Les 12 et 13 décembre derniers, ASCOBA a organisé sa troisième Assemblée Générale ordinaire à Carmen del Darién, municipalité du Bas Atrato, afin d'élire ses nouveaux membres. Créée en 2003, l'association restructure donc son équipe conformément à ses statuts, qui prévoit un mandat de 3 ans renouvelable une fois. Le Bureau mais aussi les Comités ont donc été soumis à votation, ASCOBA ayant au préalable convoqué tous les Conseils Communautaires et les Organisations qui lui sont affiliés. Ce sont environ 300 personnes qui ont assisté à cette assemblée, pour près de 200 votants représentant les quelque 60 communautés de la zone.

Il s'agissait également d'un rendez vous majeur pour ASCOBA en ce sens que l'organisation présentait son bilan triennal à cette occasion et enregistrait les doléances des habitants pour les temps à venir. Dans la bonne humeur, les communautés ont répondu présentes et assisté avec attention aux différentes réunions. Etaient également présentes les ONG qui accompagnent le processus, l'Eglise, certaines institutions locales et la Police...laquelle a été poliment invitée à sortir de la salle de rassemblement sous les sourires moqueurs des participants, l'espace pour cette assemblée étant un espace autonome des organisations communautaires !

Après six années où l'équipe avait peu évolué en vertu des mandats légaux, ASCOBA aborde donc une nouvelle ère et donne un nouvel élan à son action. Si les membres des Conseils Communautaires se montrent globalement satisfaits du travail accompli jusque là, tenant en compte la situation de départ plus que complexe, ils demandent aussi à la nouvelle équipe de poursuivre sur ce chemin tout en exigeant toujours plus d'accompagnement. Si ASCOBA est l'organisation la plus importante de la zone et est reconnue comme telle, il s'agit aussi de transformer certains projets en des actes plus concrets pour les gens.

L'organisation interne d'ASCOBA est en soi un premier enjeu, car devant tant de problématiques, le travail doit être cohérent et bien géré au quotidien. Au-delà des ressources humaines, l'aspect financier est bien sûr primordial. Étendre son action sur un périmètre aussi large que l'est celui de la zone d'influence d'ASCOBA est un défi majeur. Or, bien souvent, l'argent manque pour développer des activités et se rendre régulièrement dans les villages.

Cette élection s'est déroulée sans accroc, la participation a été satisfaisante et la nouvelle équipe a officiellement commencé son mandat au 10 janvier, s'organisant peu à peu pour reprendre le processus de l'accompagnement. Il lui faut trouver son rythme de marche et avancer avec une posture politique claire.

AU MILIEU D'UN CONFLIT ARMÉ ET SOCIAL ET D'IDÉOLOGIES SOULEVÉES PAR LES UNS OU LES AUTRES, IL EST SOUVENT DIFFICILE DE S'Y RETROUVER.

En effet, le propre du Bas Atrato est qu'il s'agit d'une zone où les intérêts sont importants, les jeux de pouvoir incessants, le contexte est complexe à l'extrême. On ne peut être manichéen lorsque l'on analyse le Chocó, d'autant moins lorsque l'on se penche sur le local et le Bas Atrato.

Au milieu d'un conflit armé et social et d'idéologies soulevées par les uns ou les autres, il est souvent difficile de s'y retrouver. Pourtant cela est indispensable à la compréhension du système d'organisations communautaires. Essayons de voir quels sont les différents pôles idéologiques présents dans le Bas Atrato, que l'on pourrait énumérer en 3 points de manière certes assez schématique mais qui reflète à peu près la situation :

Un pôle radical de « gauche » lors du retour des communautés sur leur territoire, la plupart se sont reformées sous le statut de Conseil Communautaire conformément à la Loi 70 de 1993 promulguant la propriété collective pour les afrodescendants. Mais d'autres ont formé ce que l'on appelle des Zones Humanitaires. C'est une autre forme d'organisation et de posture, qui part du principe que la sécurité n'est toujours pas assurée et qu'il faut donc bénéficier d'un statut spécifique de protection. Il s'agit d'un statut intermédiaire car ces communautés éprouvent une méfiance totale vis-à-vis de l'Etat colombien, rejetant catégoriquement toute forme de projet émanant du gouvernement. C'est ce que leur octroie la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, avec un statut spécifique donc. Tant que le conflit n'est pas résolu et que les membres des communautés ne peuvent vivre en paix et en harmonie avec leurs coutumes, nul autre statut n'est envisagé. Ce sont ces communautés qui militent le plus au niveau juridique pour la rétrocession effective des terres, mais ce sont elles aussi qui paient le plus lourd tribut au conflit, plusieurs leaders ayant été assassinés, beaucoup d'autres menacés. Ces communautés sont accompagnées par les ONG Justicia y Paz et Brigades de Paix Internationales. La première citée est placée en tête de la « liste noire » des entrepreneurs et des paramilitaires, coupable à leurs yeux de se servir des communautés pour mettre en avant leur idéologie « marxiste », et d'empêcher toute forme de développement de ces communautés en les maintenant dans la misère. Ces communautés, et l'ONG Justicia y Paz, sont fortement soupçonnées par leurs adversaires de marcher main dans la main avec les FARC, également présents dans la zone.

Un pôle intermédiaire, du « centre » ce sont les Conseils Communautaires affiliés pour la plupart à ASCOBA. Régis par les termes de la Loi colombienne, ces communautés tentent de résister pacifiquement au conflit et d'accéder là aussi à une autonomie totale afin de retrouver la paix sur leur territoire. N'ayant pas une posture clairement définie sur les décisions à prendre

concernant l'entrée ou non des entreprises sur leur territoire, sur la façon dont elles aimeraient vivre et le degré d'assistance extérieure qu'elles requièrent pour leur développement, ces communautés se trouvent souvent entre le marteau et l'enclume, l'un des extrêmes leur reprochant de faire le jeu de l'autre et vice versa. ASCOBA accompagne ces communautés sur des thèmes divers et variés. Elle n'a aucun pouvoir de décision sur les Conseils Communautaires, premier échelon du pouvoir face aux institutions publiques ou les entreprises par exemple. ASCOBA s'engage surtout à coordonner tout cela, à apporter le soutien nécessaire, à jouer l'interlocuteur face aux institutions, etc. L'organisation a également un rôle de médiateur, politiquement parlant, c'est-à-dire qu'elle n'a pas une posture franche face à l'un ou l'autre des extrêmes, ce qui constitue sans doute la difficulté majeure puisque là aussi, tout comme les Conseils Communautaires, elle est prise à partie par l'un ou par l'autre. La différence avec le premier pôle, c'est qu'ASCOBA, même critique envers l'Etat, prend le parti du dialogue et accepte les projets venant des institutions publiques. Le CINEP et d'autres organismes tels qu'OXFAM, le CCFD ou le Comité Français appuient directement cette démarche, sans rejeter évidemment toute forme d'aide qui pourrait être apportée à une communauté dans le besoin, et respectant l'autonomie de chacun.

Un pôle radical de « droite » à ce niveau là on trouve les personnes qui habitent la zone et qui souhaitent voir entrer le grand capital sur le territoire du Bas Atrato, afin d'apporter le développement économique aux communautés à travers la signature de contrats avec les entreprises pour l'exploitation et l'exportation des richesses que la terre fournit ici : bois, banane plantain, huile de palme, élevages extensifs... Ces membres de communauté sont en lien direct avec les entreprises nationales ou internationales qui bien souvent les achètent pour faciliter leur entrée en faisant pression sur d'autres leaders. Parfois l'appui implicite de l'Etat et surtout de l'armée à ces groupes est clairement défini. L'objectif du gouvernement est bien d'intégrer le Chocó, et surtout ses innombrables richesses, au marché national des terres et à l'économie mondiale. Les entreprises sont souvent liées, directement ou pas, à des groupes paramilitaires agissant dans la zone, « bras armés » en quelque sorte pour assurer le contrôle social et économique de la zone, par l'intimidation ou la violence. Une organisation, appelée la Diaspora, réunie les membres de ce courant et prône l'éviction pure et simple de toutes les ONG, menace directement certaines d'entre elles en particulier Justicia y Paz, et a aussi comme idée ultime de chasser les métis du territoire, qui doit revenir uniquement aux afrocolombiens, selon eux seuls propriétaires légitimes. Il s'agit d'une idéologie assez « ségrégationniste », pour le moins nationaliste, faisant partie d'un courant minoritaire qui prône l'indépendance du Chocó.

LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DOIVENT TRAVAILLER AU MILIEU DE TENSIONS PERMANENTES ET PESANTES, TOUT EN SE PROJETANT VERS L'AVENIR.

Contexte politique complexe et jeux de pouvoirs incessants, la situation dans le Bas Atrato est pour le moins délicate. Le positionnement face à l'Etat, face aux entreprises, face à la notion de développement : cela forge les idéologies et conditionne en grande partie l'appartenance à tel ou tel courant.

Il est indispensable d'avoir cette lecture à l'esprit pour comprendre les faits qui secouent les organisations de la zone depuis quelques semaines. En effet, peu de temps après l'Assemblée Générale d'ASCOBA, deux des membres, qui plus est les plus influents, de la Diaspora et donc du courant de « droite » ont été assassinés dans la zone, le 17 décembre dernier. Ils étaient les « leaders » du mouvement pro-entreprises. Le fils de l'un d'entre eux, qui les accompagnait, a également été tué. Comme la version officielle est difficile à obtenir, plusieurs bruits courent sur les auteurs et les commanditaires de ces assassinats, dans une région où la méthode de la rumeur est déjà amplement coutumière.

Photo: Cesar Acosta



Zone Humanitaire de Nueva Esperanza, lieu exclusif de population civile protégé par des mesures provisoires de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

La version la plus répandue est que ce fait a été accompli par les FARC. Une autre voudrait qu'il s'agisse d'un règlement de compte entre «amis». Toujours est-il que les proches des victimes et le lobby d'extrême droite mettent cela sur le dos des FARC, avec pour commanditaire l'ONG Justicia y Paz.

Le 13 janvier dernier, c'est un membre d'une Zone Humanitaire qui a été assassiné, alors qu'il avait pris place à bord d'un transport public pour rentrer chez lui. Là aussi, les hypothèses fusent. Ce leader communautaire était très impliqué dans la lutte pour la récupération des terres au niveau juridique. Or, quelques semaines plus tôt, un jugement du Tribunal du Chocó¹ allait dans le sens de la restitution des terres, et ce leader avait eu le courage de signifier la sentence directement aux entrepreneurs responsables. Il s'agirait donc soit de la liquidation d'une personne gênante, soit de représailles aux faits commis en décembre. La victime, par ailleurs, venait d'être élue pour faire partie d'un Comité d'ASCOBA dans la nouvelle équipe.

Au jour d'aujourd'hui, une enquête officielle a été diligentée pour les cas de décembre...pas pour celui de janvier...De plus, pour répondre à la supposée responsabilité des FARC dans le premier cas, l'armée colombienne a bombardé le 31 janvier dernier une zone où des campements de guérilleros auraient été repérés. Malheureusement, les projectiles ont atterri sur une maison où dormait une famille indigène d'un village proche, faisant 3 blessés dont un enfant. Devant cette bavure, la peur reprend le dessus dans ces communautés qui ont déjà connu les déplacements.

Au quotidien cependant, la vie suit son cours normal. Ces tensions se ressentent surtout au niveau des organisations, de l'inquiétude des ONG. Dans un contexte déjà difficile, inutile de dire que cela rajoute à la confusion et entrave le travail communautaire. Les différents protagonistes n'ont pas fini de se lancer des accusations les uns les autres, et on ne peut que souhaiter que les événements n'entraînent pas le Bas Atrato dans une nouvelle spirale négative, avec la population au milieu, qui elle dans sa majorité est bien loin de ces jeux de pouvoir.

1. Jugement prononcé en faveur des communautés, et qui ordonne notamment aux entreprises la restitution des terres sous un délai de 30 jours. A ce jour, rien n'a bougé.



LES PROMOTEURS DE SANTÉ AU SERVICE DE LEUR COMMUNAUTÉ

SANTÉ

Depuis 2004, la Pastorale Sociale de Santé du Diocèse d'Apartadó développe un programme ambitieux avec les communautés afin d'améliorer leur accès aux soins, la prise en charge de leurs maladies et la qualité de leurs ressources telles que l'eau ou l'électricité.

Le programme est coordonné par une ONG américaine, Concern America, et bénéficie des services d'une volontaire française du SCD¹, Mélanie Helluy, qui a accepté de nous servir de guide pour nous aider à interpréter la situation complexe dans laquelle se trouve la santé aujourd'hui encore dans le Bas Atrato.

Le bureau installé au rez-de-chaussée d'une maison donnant sur l'Atrato, dans une rue centrale de Riosucio où cohabitent différentes œuvres sociales (Eglise, ONG, associations locales), la Pastorale Sociale reçoit ici les promoteurs de santé pour les formations, mais aussi les différentes personnes du village, de passage pour demander tel ou tel service. En face, dans la maison pastorale, la bodega, c'est-à-dire la réserve où sont stockés les médicaments, conservés sous une température plus fraîche que celle que dégage dehors l'air chaud et lourd du Chocó.

1. Service de Coopération au Développement : organisme français d'envoi de Volontaires de Solidarité Internationale agréé par le Ministère des Affaires Etrangères. Le SCD, basé à Lyon, sélectionne, forme et affecte les candidats volontaires dans différents pays du Sud pour accompagner des associations locales dans leurs projets de développement.

Les promoteurs de santé et les sages femmes traditionnelles sont la raison d'être de ce programme. Une semaine tous les deux mois, des membres des villages, initialement choisis par leurs communautés respectives, se déplacent jusqu'à Rioscucio, le centre urbain principal, pour suivre des cours. Chacun avance à son rythme et tous n'ont pas commencé en même temps : les plus aguerris suivent les formations de Niveau 4, quand les débutants commencent naturellement par les bases enseignées au Niveau 1 qui consistent à prévenir, diagnostiquer et traiter les maladies les plus communes de la zone et qui causent la mortalité la plus forte. Tous sont réunis au sein d'un comité appelé COAPIBAS : Comité associé des Promoteurs de Santé Interethniques du Bas Atrato.

Afrocolombiens, Indigènes ou Métis, tous peuvent bénéficier de ces formations et assurer ainsi une attention adaptée aux maladies qui peuvent se développer dans les communautés, tout en respectant les particularismes ethniques et ancestraux liés à la pratique des soins.

En effet, l'isolement des communautés, le manque, voire l'absence de politiques publiques adaptées pour les populations de la zone ne permettent pas à ces dernières de bénéficier d'une santé de base accessible. Environ 20.000 personnes n'ont à leur disposition que deux centres de santé, mal équipés, qui s'inondent pendant la saison des pluies et où l'on ne trouve pas forcément de médecins. Les moindres maux peuvent se développer ici en des maladies plus graves, fatales parfois.

Une simple diarrhée peut entraîner la mort si elle n'est pas traitée rapidement. On observe aussi un fort taux de mortalité maternelle et infantile. Les femmes ne bénéficient pas de contrôle prénatal ou de prévention du cancer de l'utérus. La planification familiale est très peu développée, souvent mal comprise, et les femmes de plus de 45 ans et de moins de 15 ans courent de grands risques lors de leurs grossesses. Les maladies chroniques (diabète, hypertension...) et endémiques (dengue, paludisme, leishmaniasis², tuberculose, typhoïde, lèpre...) font des ravages. Aucun enfant n'a un carnet de vaccination à jour. Les conditions de travail dans la forêt, les champs ou sur le fleuve sont difficiles et les accidents fréquents de par l'utilisation de la machette ou la présence de serpents venimeux.

LES PROMOTEURS DE SANTÉ ET LES SAGES FEMMES TRADITIONNELLES SONT LA RAISON D'ÊTRE DE CE PROGRAMME.

Le principe est donc que chaque communauté ait son promoteur et sa sage femme au village qui sachent venir en aide aux habitants, que cela soit sur place, avec des médicaments gérés par une pharmacie communautaire, ou en les orientant vers les centres urbains une fois le problème détecté. Plus que les soins, la détection a ici un rôle prépondérant. De la même manière, les promoteurs font un travail de prévention envers les membres de leur communauté en détectant les personnes qui souffrent de maladies chroniques, en faisant pression sur les médecins des centres de santé pour qu'ils viennent vacciner dans les communautés et en développant une réflexion sur les problématiques sanitaires à l'intérieur même du village.

Par ailleurs, la potabilisation de l'eau, enjeu majeur, est au cœur des priorités du programme. Les responsables du projet (médecins, techniciens, coordinateurs) fournissent des filtres financés par l'ONG OXFAM Grande Bretagne pour purifier l'eau, et forment également les promoteurs pour leur entretien et leur bon usage. En administrant ce qui paraît être de prime abord un outil simple et peu coûteux, les maladies liées à l'eau peuvent diminuer de façon drastique.

1. Leishmaniasis : infection transmise par un moustique qui provoque des lésions de la peau.
2. Prix Clarence H. Moore : récompense instaurée en 1989 et reconnaissant le travail de bénévoles, des associations ou des ONG qui œuvrent à l'amélioration de la santé pour les peuples d'Amérique du Sud et la Zone Caraïbes.

Preuve de l'importance de ce programme pour les populations, COAPIBAS a reçu en 2007 le Prix Clarence H. Moore de la Fondation Panaméricaine de la Santé et pour l'Education³, ce qui est une reconnaissance importante pour une organisation du Bas Atrato, où coordonner des projets de développement est tout sauf simple avec le conflit armé et social qui sévit, sans compter les contraintes géographiques, la plupart des villages étant situés dans la forêt à plusieurs heures de bateau des centres urbains.

La situation sanitaire dans la zone est toujours dans un état déplorable par rapport à ce que l'on peut connaître en France ou dans d'autres parties de Colombie. Mais lorsque les populations elles mêmes s'approprient les projets, et transmettent les savoirs appris, les choses avancent, lentement mais sûrement. Ne serait-ce qu'une vie sauvée grâce à cela encourage à poursuivre, quand bien même beaucoup d'autres n'ont pu être épargnées.

Preuve du bien fondé de cette démarche, une épidémie de choléra a touché durement les communautés en 2007. De nombreux enfants sont décédés dans les villages éloignés où il n'y avait pas encore de promoteurs. Dans les villages où ces derniers étaient présents, aucun décès n'a été signalé, au contraire, tous les enfants atteints ont été pris en charge des semaines durant, nuit et jour, et s'en sont sortis.

Pour approfondir les choses, Mélanie, Coordinatrice administrative et financière du projet depuis bientôt 2 ans, nous emmène au cœur du système de santé des communautés du Bas Atrato. Une zone si particulière où il n'y ni personnel de santé, ni lieux de prise en charge. Mais changer la donne est le leitmotiv de tous ici, il n'y a pas de fatalité, et comme le dit tout haut le slogan de COAPIBAS : « Dónde no hay doctor, hay promotor »— Là où il n'y a pas de docteur, il y a un promoteur.

2. Prix Clarence H. Moore : récompense instaurée en 1989 et reconnaissant le travail de bénévoles, des associations ou des ONG qui œuvrent à l'amélioration de la santé pour les peuples d'Amérique du Sud et la Zone Caraïbes.

Photo: Mélanie Helluy



Le principe est donc que chaque communauté ait son promoteur et sa sage femme au village qui savent venir en aide aux habitants

MÉLANIE: VOLONTAIRE AUPRÈS DES PROMOTEURS DE SANTÉ DU BAS ATRATO.



Mélanie Helluy, 27 ans, Volontaire de Solidarité Internationale, est Coordinatrice du projet de la Pastorale sociale auprès des promoteurs de santé depuis près de 2 ans.

Photo: Mélanie Helluy

MÉLANIE, PEUX TU NOUS PRÉSENTER TON PARCOURS ? QU'EST CE QUI T'AS AMENÉE À QUITTER TA BRETAGNE NATALE POUR VENIR TRAVAILLER ICI À RIOSUCIO ?

Originaire de Bretagne, j'ai fait mes études d'histoire géographique à Rennes. Pour ma dernière année de Master j'ai passé un an au Mexique pour un projet de recherche et ainsi pu découvrir et apprécier la culture latino américaine. Depuis toute petite je baigne dans un milieu militant, syndical et de lutte pour l'environnement. Depuis l'adolescence je fais partie de plusieurs associations, m'investissant dans la lutte pour les droits de l'homme et l'environnement. J'ai également participé à l'organisation d'une exposition

pour récolter des fonds pour le Honduras afin d'aider à mettre en place des dispensaires itinérants dans les zones isolées.

Après mes études, cherchant un peu ma voie, j'ai travaillé comme professeur remplaçant pour des formations d'adultes, dans les collèges ou les centres d'apprentissages. Parallèlement, j'ai toujours eu à l'esprit l'envie de partir pour travailler sur un engagement à long terme. J'avais peur de m'investir dans un projet auquel j'adhère peu, et quelle que soit la destination je souhaitais agir plus dans le développement que l'humanitaire, quelque chose qui soit plus en accord avec mes principes, là où les gens s'approprient les choses, et où le projet a une vision à long terme.

La volontaire à laquelle j'ai succédé, Julie, est une amie de la fac. Chaque année lors de ses vacances en France, elle m'expliquait le projet, me faisait partager son expérience. Cela m'a donné envie de penser plus sérieusement au départ, sachant qu'elle cherchait un remplaçant pour sa mission. Toutefois, ça a été une décision mûrement réfléchie, car j'avais peur du grand saut après les récits de Julie, l'image de la Colombie dangereuse, quitter le foyer familial et les amis...

Finalement je suis partie, et contrairement à d'autres personnes l'arrivée s'est faite en douceur car j'entendais parler de cela depuis des années par mon amie, qui de plus m'a accueillie pour la transition.

EN TANT QUE FRANÇAISE, AU MILIEU DE CULTURES SI DISTINCTES LES UNES DES AUTRES ET TOI-MÊME ISSUE D'UNE CULTURE DIFFÉRENTE, QU'EST CE QUI TE SEMBLE ICI LE PLUS DIFFICILE ? ET LE PLUS ENRICHISSANT ?

Ce travail c'est d'abord une chance, pourquoi ? C'est une chance d'être en contact avec toutes ces cultures différentes¹. De plus, on travaille aussi bien avec des organisations communautaires de base qu'avec des responsables de grandes institutions à Bogotá telles qu'OXFAM, l'Organisation Panaméricaine de la Santé, le Ministère de la Protection sociale. Je pense que c'est une opportunité que je n'aurais pas pu avoir en France, c'est un défi intéressant.

Clairement, les différences culturelles sont énormes, c'est difficile pour la compréhension au début, difficile d'intégrer les codes de chaque culture. Ce que je regrette de cette expérience, c'est que j'ai moins à partager du coup de ma propre culture, ce qui est logique mais il y a comme un sentiment de solitude car par exemple je ne suis pas en couple, je n'ai pas d'enfants, or c'est ici un schéma classique pour les

jeunes, donc les centres d'intérêts sont différents. Certains sujets que j'évoquerais naturellement avec mes amis en France peuvent être tabous ou incompris ici.

Ce qui est enrichissant, c'est de découvrir petit à petit avec les gens leur manière de vivre, c'est faire tomber les représentations et cela amène surtout, à l'inverse, à se questionner sur son propre mode de vie.

Comme l'on côtoie plusieurs cultures, ce sont plusieurs visions du monde auxquelles on a accès. La vie ici est difficile, la maison est en bois, je partage mon intérieur avec des chauves souris, des rats, des fourmis, voire des grenouilles, il n'y a pas d'eau courante mais on s'y habitue et ça devient normal. Cependant, selon moi, on bénéficie à Riosucio d'une certaine qualité de vie, où on peut aller d'un point à l'autre en marchant, où les gens sont très sympathiques, chaleureux. On peut passer une journée entière à discuter avec les uns et les autres, les maisons sont toujours ouvertes, des enfants viennent jouer chez moi, il y a beaucoup d'entraide entre voisin, la société est plus ouverte dans ce sens là.

COMMENT PEUT-ON EXPLIQUER UNE SITUATION SI DIFFICILE ICI EN TERMES DE SANTÉ, QUI PLUS EST DANS UN PAYS AUSSI RICHE QUE LA COLOMBIE ?

Selon moi, depuis l'année 1993 et la promulgation de la Loi 100 qui régit le système de santé, celui-ci est privatisé et doit induire une rentabilité, ce qui incohérent si l'on veut respecter le droit de tout un chacun à se soigner. Les responsabilités sont multipliées, et l'efficacité n'est pas au rendez vous. Pour un « usager » malade (ici on ne dit pas patient), il faut d'abord faire la demande de soins à l'entreprise de santé, la EPS², remplir des formulaires et montrer tous ses papiers, afin d'avoir l'autorisation de prendre rendez vous avec le médecin qui se trouve lui-même dans une autre institution, l'IPS³.

1. Dans le Chocó, de nombreuses ethnies cohabitent : afrocolombiens, indigènes, métis sans compter les personnes extérieures qui y travaillent ponctuellement pour les ONG.
2. EPS : Empresa Promotora de Salud. Entreprises privées de soins gérant les besoins des patients. Ce dernier doit en quelque sorte faire valider « un devis » par cette entité avant d'avoir l'autorisation de consulter un médecin.
3. IPS : Institución Prestadora de Salud. Entreprises privées de prestations de soins. C'est là que le patient se dirige pour obtenir un rendez vous pour tout acte médical. Cela peut s'avérer très long.

Bien souvent les activités de prévention sont gérées par une autre entité (par exemple par le service santé de la Mairie). Pour les médicaments, il faut aller dans une pharmacie bien précise, qui a un contrat avec l'IPS dans laquelle le patient est allé. Avec cette multiplication des acteurs de santé, il est souvent bien difficile de savoir quels sont les droits de chacun et on s'y perd à savoir où doit se faire chaque acte médical.

La privatisation du système de santé entraîne la concurrence et donc l'apparition de nombreuses entreprises de santé, ce qui a pour conséquence l'absence de service. A Riosucio, il y a peu de temps encore, avec plus de six IPS présentes, aucune n'était capable d'avoir son propre appareil pour l'échographie, de telle sorte que la grande majorité des femmes n'avait pas accès à son contrôle prénatal, ce qui occasionnait une mortalité infantile et maternelle trop élevée.

De plus, dans le Chocó, il y a une forte suspicion de détournements de fonds prévus initialement pour la santé et qui financent au bout du compte des activités paramilitaires.

Tout cela fonctionne encore moins au Chocó, avec une situation géographique complexe. Devant cet état de fait et la criante inefficacité du système général de santé, le gouvernement a l'an dernier décidé de liquider plusieurs EPS pour n'en maintenir plus qu'une majoritaire et simplifier le système, en trouvant une autre manière de travailler pour que les populations isolées puissent avoir accès aux soins. Ce processus de transformation s'appuierait aussi sur une possible embauche des promoteurs de santé. Mais comme beaucoup de projets, les intérêts particuliers priment le plus souvent sur le général. On ne sait pas comment va se concrétiser cette belle idée, mais j'ai bon espoir que la situation sera de toutes façons meilleure que celle d'avant.

Enfin et surtout, ce système de santé n'est pas adaptée au Chocó. Imaginez que vous êtes indigène, mère de 6 enfants, ne parlant pas espagnol, et que le promoteur vous ait orienté vers le centre de santé de Riosucio...

les ennuis commencent : il faut d'abord trouver un bateau, quelqu'un pour le conduire, de l'essence pour l'approvisionner, tout cela coûte cher. Donc de nombreux malades ne se déplacent même pas. Après des heures d'un voyage harassant, il n'y a pas forcément de médecins, l'attention des infirmières n'est pas toujours très éthique, plusieurs indigènes ayant fait part de discrimination. De plus, l'hospitalisation ne comprend pas la nourriture du patient et des accompagnants, il faut trouver par soi-même. Si le cas est plus grave, il faut trouver l'argent pour voyager vers d'autres villes et refaire la chaîne des institutions !

L'idée de la Pastorale sociale est de respecter le droit à la prise en charge de chaque malade, de respecter le droit à une attention directe, adaptée, avec quelqu'un parlant la même langue que le malade, qui connaît et partage sa situation.

QUEL EST LE STATUT DES PROMOTEURS ?

Le titre de promoteur de santé n'existe plus depuis la nouvelle loi de 1993 mais les promoteurs formés par la Pastorale sont implicitement reconnus comme acteurs de santé dans le Bas Atrato. La Pastorale tente de faire le lien entre les promoteurs et les médecins et infirmières des centres de santé. Concrètement cela veut dire que l'orientation du patient par un promoteur sert d'historique au médecin, son diagnostic a valeur médicale.

Les promoteurs travaillent parfois en collaboration avec les infirmières en charge des campagnes de vaccination. La conjoncture institutionnelle actuelle favorise l'intégration des promoteurs dans le système et la Pastorale sociale, grâce à un long travail de lobbying, a obtenu un accord avec le système national de formation pour que les promoteurs soient reconnus comme auxiliaire de santé publique, seul titre se rapprochant du rôle de promoteur.

L'idée est qu'une fois obtenu ce titre, les promoteurs pourront être engagés par une EPS. Dès lors ils pourraient être payés, ce qui

n'est pas le cas actuellement, tous étant bénévoles.

CONCRÈTEMENT, SI UN VILLAGEOIS NÉCESSITE DES SOINS, COMMENT CELA SE PASSE T-IL ?

Une personne qui tombe malade dans une communauté rurale va voir son promoteur de santé. Ce dernier réalise une consultation dans le poste de santé du village, s'il existe. C'est une consultation de qualité, c'est-à-dire qu'il ne va pas traiter uniquement la maladie qui amène le patient. Mais il va aussi prendre tous les signes vitaux, faire un diagnostic et établir un traitement adapté à la maladie.

Ce traitement peut allier des médicaments avec des régimes appropriés. Les promoteurs utilisent aussi les connaissances traditionnelles comme les plantes pour traiter certaines maladies. Ils essaient également de développer des campagnes de préventions telles que la déparasitation des enfants tous les 6 mois, les campagnes de santé buccale ou encore la détection par le frottis d'éventuels signes de cancer de l'utérus.

Selon la loi, chaque personne a droit à l'accès aux médicaments gratuits pour traiter les maladies communes. Dans la réalité, le médecin, seul autorisé à rédiger les ordonnances, et les pharmacies se trouvent dans les centres urbains, hors de portée des communautés rurales. La Pastorale propose donc un système de pharmacie communautaire. Le promoteur fait sa consultation, rédige une ordonnance et vend le médicament au patient. Les médicaments utilisés sont les médicaments essentiels indiqués par la liste de l'ONU, et sont vendus à prix coûtant. Pour chaque patient qui achète un médicament, le promoteur doit pouvoir s'approvisionner de nouveau sur ce produit. Ainsi, avec ce principe de pharmacie qui fonctionne comme un fond rotatif, il ne manque normalement jamais de médicaments dans la communauté.

Le travail du promoteur est aussi de répliquer ses connaissances et former petit à petit les communautés sur des habitudes d'hygiène plus favorables à un maintien en bonne santé

(élimination des sources de multiplications des moustiques responsables du paludisme par exemple).

TU VAS BIENTÔT TERMINER TA MISSION ICI, QU'ESPÈRES-TU DE LA SUITE DE CE PROJET ?

Ce projet est basé sur la formation, et il peut être fragile en termes de recrutements de formateurs et de recherches de fonds pour en assurer la pérennité. C'est un projet de long terme si l'on veut avoir un impact réel en termes d'amélioration de la santé et si l'on veut petit à petit qu'il soit géré par les protagonistes eux-mêmes.

J'ai envie de rester impliquée dans ce projet, même à distance, en recherchant par exemple des fonds de soutien en France pour cette belle et nécessaire idée.

ACTUALITÉ

LE COMITÉ EPISCOPAL FRANCE AMÉRIQUE LATINE (CEFAL) RÉUNIT SES DÉLÉGUÉS À BOGOTÁ.



Rencontre entre les délégués du CEFAL et les Volontaires de Solidarité Internationale - Bogota - 6 février 2010.

Photo: Agathe Kermagoret

Les premiers jours de Février, le CEFAL a réuni à Bogotá les délégués sud-américains et les « locaux » du Comité pour honorer sa réunion annuelle. Le Samedi 6 février, les Volontaires de Solidarité Internationale présents en Colombie ont été conviés à exposer leurs différents projets, leurs visions ou encore leurs ressentis sur l'expérience qu'ils vivent ici au côté d'associations ou ONG locales.

Le CEFAL est né à un moment où l'Eglise cherchait à se donner un nouvel élan missionnaire dans le contexte de la fin des années 50, de la décolonisation et surtout suite à la parution de l'encyclique *Fidei Donum* par le Pape Pie XII¹. Si le message était surtout destiné à l'Afrique, il a aussi entraîné de nombreux départs vers l'Amérique du Sud. En effet, sur demande de Jean XXIII, l'Eglise de France entreprend cet effort et voit la création d'un Comité d'aide à l'Amérique Latine en 1962 alors qu'une trentaine de prêtres séculiers sont déjà partis ou se proposent de le faire, puis naît le CEFAL, avec son autonomie, en 1965. Plus de 300 prêtres sont partis depuis lors, apportant leur concours aux diocèses du continent, mais surtout dans la perspective de créer un dialogue entre églises. Les rencontres s'enrichissent avec l'apport des religieuses et des religieux et bientôt des laïcs déjà présents. Tout cela s'organise, s'institutionnalise. Chaque pays d'Amérique Latine et du Sud a aujourd'hui un délégué au CEFAL. Chaque année, ceux-ci

1. L'encyclique « *Fidei Donum* », qui signifie littéralement « le don de la foi » a été publiée le 21 Avril 1957.

se réunissent dans un pays donné autour de l'évêque, président du CEFAL, et du prêtre, Secrétaire national.

C'est à l'une de ces réunions qu'ont été invités les Volontaires de Solidarité Internationale qui travaillent en Colombie. Guatemala, Bolivie, Brésil, Uruguay...de nombreux pays d'Amérique Latine et du Sud étaient représentés par leur délégué épiscopal, eux-mêmes missionnaires Fidei Donum , en présence des membres du CEFAL de France. Si les Volontaires² sont peu nombreux ici , ils viennent de différents organismes français : Fidesco, DCC et SCD³, et œuvrent dans des domaines bien différents. Du soutien pédagogique dans les quartiers défavorisés de Bogotá à l'accompagnement d'organisations de base du Chocó, en passant par l'appui aux organisations paysannes dans la région du Valle au sud du pays, il a été donnée l'occasion à ceux qui avaient pu être présents de s'exprimer sur leur projet.

Cela a donné un échange intéressant de points de vue, d'expériences, et la journée a été en cela enrichissante. Un point commun est sans doute ce que retire chacun des rencontres qu'il fait tout au long de son volontariat, avec les différentes populations qu'il accompagne. De même, il sera intéressant de voir comment cela sera reproduit en France, au retour, en termes de solidarité. Car si une chose est ce que l'on pense depuis chez soi, premier pas indispensable à l'engagement, une autre en est l'expérience du terrain, et de sa réalité implacable.

Ainsi les esprits se forment, et le fait de rencontrer des missionnaires « en service » pour certains depuis des dizaines d'années sur le continent apporte aussi son lot de réflexion. De plus, cela permet de s'affranchir des barrières qu'il peut parfois exister entre religieux et laïcs, alors que tous, quelles que soient les motivations de l'engagement, allons dans le même sens, celui du dialogue interculturel et de la solidarité.

Un grand merci au Père Philippe KLOECKNER, Secrétaire national du CEFAL, pour les éléments complémentaires fournis pour l'écriture de cet article, aux délégués présents lors de la rencontre pour leur accueil, et à Claire Launay, ancienne Volontaire de la DCC auprès du CINEP pour l'invitation.

2. 9 au total, sous réserve d'omissions ou erreurs de ma part.

3. Fidesco, pour « Foi et Coopération », la DCC, Délégation Catholique pour la Coopération, et le SCD, Service Coopération au Développement.